

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2021

RELATIF À LA RÉGULATION ET À LA PROTECTION DE L'ACCÈS AUX ŒUVRES
CULTURELLES À L'ÈRE NUMÉRIQUE - (N° 4187)

Adopté

AMENDEMENT

N° AC58

présenté par

M. Gérard, M. Claireaux, M. Serva, Mme Ali, M. Lénaïck Adam, Mme Atger,
Mme Françoise Dumas, Mme Parmentier-Lecocq, Mme Benin, Mme Maud Petit, Mme Rilhac,
Mme Vanceunebrock, M. Kerlogot, M. Julien-Laferrière, Mme Sage, Mme Michel-Brassart,
Mme Mörch, Mme Kuric, Mme Rossi, Mme Brulebois, Mme Janvier, Mme Panonacle, M. Vignal,
Mme Bagarry, M. Kokouendo, M. Simian et M. Barbier

ARTICLE 10 OCTIES

Compléter cet article par les sept alinéas suivants :

« II (*nouveau*). – La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est ainsi modifiée :

« 1° À la première phrase du premier alinéa du I de l'article 34-2, les mots : « de l'outre-mer » sont remplacés par les mots : « des outre-mer » ;

« 2° À l'article 34-5, les mots : « à l'outre-mer » sont remplacés par les mots : « aux outre-mer » ;

« 3° Au 6° *bis* de l'article 41-3, les mots : « l'outre-mer » sont remplacés par les mots : « les outre-mer » ;

« 4° Le I de l'article 98-1 est ainsi modifié :

« *a*) Au deuxième alinéa, les mots : « de l'outre-mer » sont remplacés par les mots : « des outre-mer » ;

« *b*) Au dernier alinéa, les mots : « à l'outre-mer » sont remplacés par les mots : « aux outre-mer ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement rédactionnel.

Le présent amendement propose de modifier plusieurs articles de la loi de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication en vue d'employer une forme plurielle en référence aux territoires ultramarins, en particulier lorsqu'il est question de promouvoir la connaissance des Outre-mer auprès des publics vivant dans l'hexagone afin de tenir compte de la grande diversité territoriale, géographique et culturelle des Outre-mer qui ne doivent plus être considérés comme un ensemble homogène à opposer à la France hexagonale.

Cette modification ne soulève aucune difficulté d'ordre juridique, en témoigne l'usage du pluriel dans plusieurs textes législatifs à l'instar de la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer.